

POUR INFO

Monsieur Bruno LE MAIRE
Ministre de l'Économie, et des Finances
139, rue de Bercy
75 572 Paris Cedex 12

Montreuil, le 22 janvier 2019

Monsieur le Ministre,

Nous tenons à vous alerter sur la situation extrêmement grave des usines et des services supports de la filiale ArjoWiggins, détenue à 100 % par le groupe papetier Séquana et ses deux filiales : ArjoWiggins, producteur de papier, et Antalis, distributeur de papier.

Depuis juin 2008, le groupe Sequana a recentré son activité sur la distribution, (avec des achats réguliers de sociétés), au détriment de la production (ventes et fermetures), ce qui a conduit ArjoWiggins à une situation financière des plus alarmantes et laisse peu de doute sur ce que prépare ce groupe pour ses usines de production restantes.

Plusieurs sites et services supports sont en redressement judiciaire, en France comme à l'étranger. Dernière en date, l'usine ArjoWiggins de Crèvecœur a été placée en liquidation le 16 janvier, alors que, vendue en 2018 au groupe Blue Motion, elle devait bénéficier d'une forte somme d'argent encore due par le cédant, dès ce début d'année. Cette décision menace plus de 1 200 emplois directs dans notre pays !

Comme vous le savez, la politique de ce groupe est de fermer les usines et non de les céder. Concernant la continuité de l'activité industrielle papetière, le groupe Sequana fait obstacle

continuellement aux reprises, et la nomination d'administrateurs en cascade et/ou de liquidateurs ne nous rassure pas.

De très nombreuses incohérences apparaissent dans ce dossier, qu'il s'agisse des dates retenues pour les annonces ou des chiffres présentés par ArjoWiggins, dans le but de se séparer de ses entités.

Vous connaissez notre attachement à la poursuite et au développement de l'industrie papetière sur notre territoire.

De notre point de vue, vous avez le pouvoir de saisir la BPI France et d'intervenir afin qu'ArjoWiggins et le groupe Sequana assument leurs responsabilités sociales et sociétales. Le gouvernement ne doit pas laisser ce fleuron de l'industrie papetière française disparaître, et surtout ses dirigeants continuer à pratiquer une politique de « terre brûlée ».

Nous vous demandons donc de bien vouloir nous accorder un entretien, afin que nous clarifiions ensemble cette situation, et que l'irréparable ne soit pas commis.

Dans l'attente de votre réponse, recevez Monsieur le Ministre, nos respectueuses salutations.

Patrick BAURET

Secrétaire Général

